

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Au-delà du (nécessaire) baiser de l'anneau

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Quelle que soit notre opinion de Donald Trump, il est difficile de nier l'évidence : la plupart de ses adversaires finissent par rentrer dans le rang. Ron DeSantis, Nikki Haley, les figures médiatiques à tendance libérale et même les leaders mondiaux qui se sont empressés d'appeler à Mar-a-Lago depuis le 6 novembre – la stratégie du jour semble être de laisser son ego à la porte pour aller « embrasser l'anneau » (*kiss the ring*).

Le Canada pourrait bien sauter dans le train lui aussi. Cette conjoncture critique requiert à la fois une finesse diplomatique et une planification stratégique. La réponse doit être double : défendre notre partenariat économique essentiel avec les États-Unis tout en répondant aux priorités nationales pour renforcer la résilience et la compétitivité.

Les arguments pour soutenir la position du Canada ne manquent pas. Les moments comme ceux-ci font réaliser à tout le monde à quel point la relation canado-américaine est symbiotique, une chose que nous tenons généralement pour acquise. Un exemple des plus évidents est celui de l'industrie automobile, où des pièces fabriquées dans le « corridor automobile » – qui va du sud de l'Ontario jusqu'au sud du Texas et de l'Alabama en passant par le Michigan et l'Ohio – traversent la frontière jusqu'à huit fois avant d'arriver à l'assemblage final.

Cette profonde intégration entre les deux pays va bien au-delà du secteur automobile. Les sociétés aéronautiques canadiennes, comme Bombardier et d'importants entrepreneurs en défense, jouent un rôle essentiel dans l'écosystème industriel et militaire des États-Unis. Selon certaines estimations conservatrices, les exportations militaires canadiennes vers les États-Unis dépassent le milliard de dollars par année. L'imposition de tarifs douaniers sur ces secteurs perturberait des chaînes d'approvisionnement

essentielles, mais gonflerait aussi les dépenses fédérales, une situation qui serait en porte-à-faux avec les ambitions d'efficacité gouvernementale de l'administration Trump.

Mais l'interdépendance de nos deux pays n'est nulle part aussi évidente que dans le secteur de l'énergie. Le Canada a expédié près de quatre millions de barils de pétrole brut par jour aux États-Unis en 2023. Les raffineries américaines du Midwest et de la côte du golfe du Mexique sont conçues spécifiquement pour traiter le pétrole brut lourd canadien, tandis que les oléoducs de gaz naturel qui traversent la frontière constituent la base de la sécurité énergétique des États américains du nord et du centre. Des droits de douane sur les importations de pétrole brut feraient bondir le prix de l'essence, ce qui irait directement à l'encontre des promesses de Trump. Un compromis à ce chapitre sera donc facile à aller chercher pour les négociateurs canadiens, d'autant plus que l'ancien secrétaire au Commerce, Wilbur Ross, a récemment laissé entendre que l'énergie canadienne pourrait être exemptée des tarifs douaniers.

Et puis, bien que Donald Trump ne soit pas tout à fait un militant pour le climat, il a exprimé le désir de rendre l'air plus propre pour les Américains, un domaine où le Canada peut apporter une importante contribution. La ligne de transport Champlain Hudson Power Express, qui reliera le Québec à l'État de New York, devrait combler environ 20 % des besoins en électricité de la ville de New York avec l'énergie principalement hydroélectrique du Québec. Cela contribuera à la fois aux objectifs environnementaux et à la stabilité énergétique régionale. De même, la richesse des minéraux critiques du Canada en [Ontario](#) et au [Québec](#) offre aux États-Unis un moyen de réduire leur dépendance à la Chine (graphique à la page 2) pour les intrants essentiels aux technologies propres et à l'innovation.

TABLE DES MATIÈRES

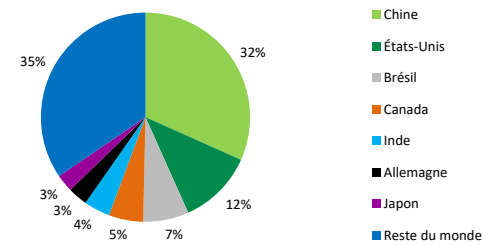
Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques	5
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne
Benoît P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Hélène Bégin, économiste principale • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro • Francis Généreux, économiste principal
Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Hendrix Vachon, économiste principal • LJ Valencia, analyste économique
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2024, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

GRAPHIQUE
La Chine domine la production d'énergie renouvelable

Distribution de la production mondiale d'énergie renouvelable – 2022



Note : Les chiffres ayant été arrondis, la somme des pourcentages dépasse 100.
Association internationale des énergies renouvelables et Desjardins, Études économiques

La tâche des décideurs canadiens est donc en apparence simple : présenter le Canada comme un partenaire indispensable et démontrer à l'administration Trump que de cibler des industries canadiennes risque d'engendrer des conséquences économiques indésirables aux États-Unis. Ces arguments peuvent paraître convaincants en eux-mêmes, mais les diplomates canadiens devront tout de même procéder avec doigté et créativité.

Après tout, ils font face à un mouvement politique rempli d'adeptes des « faits alternatifs » qui n'hésitent pas à privilégier l'idéologie plutôt que la raison, et pour qui le style a autant – sinon plus – de poids que le fond. À tout le moins, il est encourageant de voir que des gens ont déjà commencé à réfléchir de manière originale au Canada. L'idée la plus divertissante que nous ayons entendue est celle selon laquelle Wayne Gretzky pourrait être un représentant efficace. Qui sait ? Nous aurions peut-être 99 raisons d'espérer.

Mais l'espoir n'est évidemment pas une stratégie. Le défi fondamental consiste à renforcer la souveraineté économique du Canada vis-à-vis des États-Unis. Même si cette stratégie est sans doute de plus longue haleine, le Canada doit se rendre à l'évidence : les Américains ont voté deux fois pour l'isolationnisme économique au cours de la dernière décennie. Cela devrait donc être perçu comme une caractéristique du paysage politique américain d'aujourd'hui plutôt que comme une anomalie. Pour bâtir sa résilience commerciale, le Canada doit agir sur trois fronts.

D'abord, il lui faut accélérer la diversification de ses marchés d'exportation. Des accords comme l'AECG avec l'Europe et les nouveaux partenariats avec l'Indo-Pacifique sont des occasions importantes. Cette dernière région représente un marché de 4 milliards de personnes et de 47 milliards de dollars d'activité économique. Des relations commerciales diversifiées permettent non seulement d'atténuer les risques associés au protectionnisme américain, mais aussi de stimuler l'innovation et la compétitivité des entreprises canadiennes. Comme nos propres [travaux](#) l'ont montré, les entreprises actives dans plusieurs marchés ont tendance à favoriser la productivité et à contribuer plus

fortement à la croissance économique. À ce chapitre, certaines [provinces](#), comme le Manitoba et la Saskatchewan, sont en meilleure posture.

Ensuite, il est temps de s'attaquer au paradoxe faisant qu'il est plus facile pour de nombreuses entreprises canadiennes d'échanger avec les États-Unis qu'avec les provinces voisines. Le FMI estime qu'en éliminant les barrières et inéquations réglementaires et en s'attaquant à la complexité administrative qui freine le commerce interprovincial, le Canada pourrait augmenter son PIB par habitant de 4 %. Lever ces obstacles une fois pour toutes permettrait au Canada de maximiser son potentiel de croissance intérieure et de mieux amortir les chocs commerciaux extérieurs.

Enfin, les entreprises canadiennes doivent profiter de ce moment charnière pour investir dans l'automatisation. Selon les données de la Fédération internationale de la robotique, les fabricants canadiens déploient seulement 176 robots par 10 000 travailleurs, comparativement à 255 aux États-Unis et à plus de 800 chez les chefs de file asiatiques. Dans un contexte où le ralentissement de l'immigration risque d'attiser de nouveau la pénurie de main-d'œuvre et où les tarifs douaniers envisagés nuiraient à la compétitivité, l'automatisation offre une occasion d'aller tout de même chercher des gains importants d'efficacité et de productivité.

Les décideurs peuvent soutenir cette transition au moyen d'incitatifs ciblés : dépréciation accélérée des équipements d'automatisation, bonification des crédits d'impôt pour la recherche et le développement, et déductions pour les formations spécialisées en technologies d'automatisation. Une stratégie nationale d'automatisation concertée et ambitieuse pourrait également s'avérer utile à cette étape. Certaines entreprises pourraient être tentées de réagir au retour de Trump en réduisant leurs investissements, mais la solution consiste peut-être à faire exactement le contraire. Par conséquent, les décideurs doivent envoyer des signaux clairs et non équivoques afin d'encourager une réponse proactive et dynamique, qui permettra aux entreprises de saisir les occasions qui se cachent souvent derrière les menaces apparentes.

À surveiller

MARDI 26 novembre - 9:00

Septembre	a/a
Consensus	nd
Desjardins	4,70 %
Août	5,20 %

MARDI 26 novembre - 10:00

Novembre	
Consensus	113,0
Desjardins	110,0
Octobre	108,7

MARDI 26 novembre - 10:00

Octobre	taux ann.
Consensus	720 000
Desjardins	740 000
Septembre	738 000

MERCREDI 27 novembre - 10:00

Octobre	m/m
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,4 %
Septembre	0,5 %

JEUDI 28 novembre - 8:30

T3 2024	G\$
Consensus	nd
Desjardins	-10,8
T2 2024	-8,5

ÉTATS-UNIS

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (septembre) – La croissance mensuelle du prix des maisons existantes s’est légèrement réaccélérée en août avec une hausse de 0,4 %, après un gain de 0,2 % (le plus bas depuis janvier) en juillet. On s’attend à un gain à mi-chemin entre ces deux mouvements pour le mois de septembre. Une hausse de 0,3 % amènerait la variation annuelle à passer sous la barre des 5 % pour la première fois en un an.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (novembre) – La confiance des consommateurs américains a connu une bonne amélioration en octobre selon l’indice du Conference Board. Celui-ci a même atteint le mois dernier son plus haut niveau depuis janvier. Comme cette enquête a été effectuée avant l’élection du 5 novembre, il est difficile de prévoir quel sera l’effet net de l’élection de Donald Trump sur l’humeur des ménages. Un effet positif nous semble cependant plausible. C’est d’ailleurs ce que l’on a pu percevoir à l’automne 2016. La hausse de la Bourse et la poursuite de la baisse des prix de l’essence devraient aussi être des éléments positifs pour la confiance. L’augmentation des taux d’intérêt hypothécaires et, évidemment, la confiance des partisans démocrates présentent cependant un certain risque à la baisse. Somme toute, un léger gain de l’indice du Conference Board est prévu.

Ventes de maisons neuves (octobre) – Après une diminution de 2,3 % en août, les ventes de maisons individuelles neuves ont augmenté de 4,1 % en septembre. Comme la comptabilisation de ces ventes se fait souvent avant la construction, l’effet des ouragans sur l’activité est bien moins présent que dans d’autres indicateurs du marché immobilier. On s’attend à ce que le niveau de ventes soit demeuré assez stable en octobre. Le niveau de l’octroi de permis de bâtir des maisons individuelles et l’indice NAHB de confiance de constructeurs de maisons pointent vers un léger gain. La hausse récente des taux hypothécaires constitue un risque baissier sur les ventes, mais il pourrait survenir plus tard. Les recherches en ligne au sujet des maisons neuves étaient d’ailleurs encore en hausse en octobre, mais elles commençaient à diminuer en novembre. On s’attend à ce que les ventes annualisées de maisons individuelles neuves se situent autour de 740 000 unités en octobre.

Dépenses de consommation (octobre) – La consommation réelle demeure sur une assez bonne tendance. Après une hausse de 0,2 % en août, elle a enregistré un gain de 0,4 % en septembre. Ce chiffre pourrait même être revu à la hausse si l’on se fie à la révision des ventes au détail pour le même mois. Pour octobre, on s’attend à un gain de 0,2 % de la consommation réelle grâce, notamment, à une assez forte hausse des ventes d’automobiles, mais aussi à la bonne performance relative des ventes au détail. On prévoit cependant que la consommation de services contribuera un peu moins à la hausse de la consommation totale. En dollars courants, le gain devrait être de 0,4 %. La variation annuelle du déflateur des dépenses de consommation pourrait augmenter de 2,1 % à 2,3 %, alors que celle du déflateur qui exclut les aliments et l’énergie devrait demeurer à 2,7 %.

CANADA

Solde du compte courant (T3) – Nous prévoyons que le déficit du compte courant s’est accru au troisième trimestre, passant de -8,5 G\$ au deuxième trimestre à -10,8 G\$. Le solde du commerce des marchandises est demeuré négatif, tandis que le déficit du commerce des services s’est accru au troisième trimestre. La faiblesse des prix du pétrole a contribué à cette détérioration. Et même si le nouvel oléoduc Trans Mountain (TMX) a ajouté une certaine capacité d’exportation, [l’incertitude persistante et des facteurs externes affectent la demande mondiale de pétrole](#). Toutefois, la solide performance des actions canadiennes a été plutôt favorable, ce qui reflète la confiance des investisseurs et des entreprises. Le dollar canadien s’est légèrement déprécié, ce qui a également été bénéfique.

VENDREDI 29 novembre - 8:30

Septembre	m/m
Consensus	0,2 %
Desjardins	0,3 %
Août	0,0 %

PIB réel par industrie (septembre) – Nous prévoyons une croissance mensuelle du PIB réel par industrie de 0,3 % en septembre, un chiffre conforme au résultat provisoire de Statistique Canada. [La force des ventes mensuelles de propriétés](#), des mises en chantier et de l'extraction des ressources a probablement soutenu la croissance. [L'Enquête sur la population active](#) de septembre a montré des gains d'emploi pour un deuxième mois consécutif. À l'inverse, la faiblesse des ventes manufacturières et du commerce de gros a probablement exercé une pression à la baisse sur la croissance globale. En ce qui concerne la publication du PIB réel d'octobre, nous prévoyons que le résultat provisoire de Statistique Canada montrera une croissance respectable de 0,2 % durant le mois. Si l'on se tourne vers les prochains mois, nous nous attendons à ce que l'oléoduc Trans Mountain contribue à la croissance économique, comme nous l'avons montré dans [notre analyse](#). La production automobile devrait également fournir un vent favorable à la croissance au cours des derniers mois de 2024. Enfin, après avoir été révisées à la baisse, les données de juin et de juillet pourraient être rehaussées en raison de la révision des données annuelles.

VENDREDI 29 novembre - 8:30

T3 2024	taux ann.
Consensus	0,9 %
Desjardins	1,1 %
T2 2024	2,1 %

PIB réel (T3) – En ce qui concerne le PIB réel selon les dépenses, nous estimons que la croissance annualisée devrait s'être établie à 1,1 % au troisième trimestre, ce qui est inférieur aux prévisions d'octobre de la Banque du Canada, à 1,5 %. La consommation des ménages est probablement demeurée positive malgré les taux d'intérêt élevés, portée par une vigueur dans toutes les catégories. La croissance des dépenses publiques semble également être restée soutenue. Les exportations nettes devraient aussi être demeurées positives, en partie grâce à la hausse des exportations de pétrole brut depuis l'ouverture de l'oléoduc Trans Mountain (TMX) ([voir nos récentes recherches à ce sujet](#)). Bien que le TMX favorise les exportations nettes, nous nous attendons à ce que les stocks nuisent à la croissance, notamment en raison d'une baisse des stocks de pétrole brut. De plus, les investissements fixes des entreprises semblent avoir connu un modeste renversement attribuable au déclin des investissements dans les structures non résidentielles et dans la machinerie et l'équipement. L'investissement résidentiel a probablement diminué lui aussi en raison de la [faiblesse des ventes de propriétés et de la construction d'habitations neuves pendant l'été](#). Étant donné la révision à la hausse de l'estimation du PIB annuel pour 2023, certains effets de base pourraient être observés et faire augmenter les estimations trimestrielles du PIB en 2024.

OUTRE-MER
VENDREDI 29 novembre - 5:00

Novembre	a/a
Consensus	2,3 %
Octobre	2,0 %

Zone euro : Indice des prix à la consommation (novembre – préliminaire) – L'inflation eurolandaise a subi en octobre un rare mois de réaccélération. La variation annuelle de l'indice total des prix à la consommation est passée d'un récent creux de 1,7 % en septembre à 2,0 % en octobre. Comme ce résultat est directement sur la cible de la Banque centrale européenne et que la baisse de septembre semblait être un peu trop prononcée, il n'y a pas vraiment lieu de s'inquiéter. Il reste maintenant à voir si la poussée s'est poursuivie en novembre.


LVENDREDI 29 novembre - 20:30


Novembre	nd
Consensus	nd
Octobre	50,8

Indice PMI composite chinois (novembre) – L'indice PMI composite chinois cumule deux mois consécutifs de croissance après avoir reculé en première moitié de 2024. Tant le secteur manufacturier que le secteur non manufacturier ont augmenté en octobre. Cela dit, les sous-composantes peignent un portrait plus nuancé. Les indices manufacturiers des stocks et des nouvelles exportations ont respectivement diminué de 1,5 point et de 0,8 point. Le secteur de la construction continue d'évoluer en dents de scie sans tendance claire alors que le prix moyen des nouvelles maisons a de nouveau reculé de 0,5 % en octobre. Les données de novembre offriront davantage d'informations sur la vigueur de la croissance économique au dernier trimestre de l'année.

Indicateurs économiques

Semaine du 25 au 29 novembre 2024

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 25	---	---				
MARDI 26	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Sept.	nd	4,70 %	5,20 %
	10:00	Confiance des consommateurs	Nov.	112,0	110,0	108,7
	10:00	Ventes de maisons neuves (taux ann.)	Oct.	720 000	740 000	738 000
	14:00	Publication du compte rendu de la Réserve fédérale				
MERCREDI 27	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	18-22 nov.	217 000	217 000	213 000
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T3d	2,8 %	2,8 %	2,8 %
	8:30	Nouvelles commandes de biens durables (m/m)	Oct.	0,3 %	1,0 %	-0,7 %
	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Oct.	-102,0	-102,1	-108,2
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Oct.	nd	nd	0,8 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Oct.	nd	nd	-0,2 %
	9:45	Indice PMI de Chicago	Nov.	45,0	46,0	41,6
	10:00	Revenu personnel (m/m)	Oct.	0,3 %	0,4 %	0,3 %
	10:00	Dépenses de consommation (m/m)	Oct.	0,3 %	0,4 %	0,5 %
	10:00	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Oct.	0,2 %	0,2 %	0,2 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Oct.	0,3 %	0,2 %	0,3 %
		Total (a/a)	Oct.	2,3 %	2,3 %	2,1 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Oct.	2,8 %	2,7 %	2,7 %
	10:00	Ventes en suspens de maisons existantes (m/m)	Oct.	-1,8 %	nd	7,4 %
JEUDI 28	---	Marchés fermés (Thanksgiving Day)				
VENDREDI 29	---	---				
CANADA						
LUNDI 25	---	---				
MARDI 26	8:05	Discours d'un sous-gouverneur de la Banque du Canada, R. Mendes				
MERCREDI 27	---	---				
JEUDI 28	8:30	Compte courant de la balance des paiements (G\$)	T3	nd	-10,80	-8,48
VENDREDI 29	8:30	PIB réel (taux ann.)	T3	0,9 %	1,1 %	2,1 %
	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Sept.	0,2 %	0,3 %	0,0 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 25 au 29 novembre 2024

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
DURANT LA SEMAINE								
Corée du Sud	---	Réunion de la Banque de Corée	Nov.	3,25 %		3,25 %		
LUNDI 25								
Japon	0:00	Indicateur avancé – final	Sept.	nd		109,4		
Japon	0:00	Indicateur coïncident – final	Sept.	nd		115,7		
Allemagne	4:00	Indice ifo – climat des affaires	Nov.	86,0		86,5		
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation courante	Nov.	85,5		85,7		
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation future	Nov.	87,0		87,3		
MARDI 26								
Nouvelle-Zélande	20:00	Réunion de la Banque de réserve de la Nouvelle-Zélande	Nov.	4,25 %		4,75 %		
MERCREDI 27								
Allemagne	2:00	Confiance des consommateurs	Déc.	-18,8		-18,3		
France	2:45	Confiance des consommateurs	Nov.	93		94		
JEUDI 28								
Zone euro	4:00	Masse monétaire M3	Oct.		3,4 %		3,2 %	
Italie	4:00	Confiance des consommateurs	Nov.	97,4		97,4		
Italie	4:00	Confiance économique	Nov.	nd		93,4		
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Nov.	nd		-13,7		
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Nov.	-12,9		-13,0		
Zone euro	5:00	Confiance des services	Nov.	6,3		7,1		
Zone euro	5:00	Confiance économique	Nov.	95,1		95,6		
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	-0,2 %	2,3 %	0,4 %	2,0 %	
Japon	18:30	Taux de chômage	Oct.	2,5 %		2,4 %		
Japon	18:50	Production industrielle – préliminaire	Oct.	4,0 %	1,7 %	1,6 %	-2,6 %	
Japon	18:50	Ventes au détail	Oct.	0,5 %	2,1 %	-2,2 %	0,7 %	
VENDREDI 29								
Japon	0:00	Confiance des consommateurs	Nov.	36,5		36,2		
Japon	0:00	Mises en chantier	Oct.		-2,0 %		-0,6 %	
France	2:45	Dépenses de consommation	Oct.	-0,1 %	nd	0,1 %	-0,1 %	
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	0,0 %	1,4 %	0,4 %	1,3 %	
France	2:45	PIB réel – final	T3	0,4 %	1,3 %	0,4 %	1,3 %	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	-0,2 %	2,3 %	0,3 %	2,0 %	
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	-0,2 %	1,4 %	0,0 %	0,9 %	
Chine	20:30	Indice PMI composite	Nov.	nd		50,8		
Chine	20:30	Indice PMI manufacturier	Nov.	50,3		50,1		
Chine	20:30	Indice PMI non manufacturier	Nov.	nd		50,2		

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).